

// le dossier convention  
collectiveNégociier sur la ou les CSSCT  
du CSE (2)

## Son fonctionnement et ses moyens

Après la mise en place et les attributions des commissions santé, sécurité et conditions de travail – CSSCT – (*v. le dossier convention collective -IRP- n° 20/2019 du 30 janvier 2019*), ce deuxième dossier aborde les règles de fonctionnement de ces commissions. Pour vous aider à conduire vos négociations, nous vous présentons ici des exemples de clauses tirés de récents accords d'entreprise conclus courant 2018.

## 1 Fonctionnement

Certains accords, comme celui de Bouygues Telecom, prévoient que « les modalités spécifiques de fonctionnement des commissions santé, sécurité et conditions de travail (CSSCT) sont définies par le règlement intérieur de chaque CSE » (comité social et économique).

## SECRÉTARIAT

## ➤ Désignation

## Un secrétaire

La majorité des accords prévoit la **désignation** d'un **secrétaire** lors de la première réunion de la commission CSSCT. À l'AFP, le secrétaire de la CSSCT doit, précise l'accord, « **nécessairement faire partie** des membres **titulaires** du CSE », afin d'assurer une bonne communication entre le CSE et la commission. Que ce soit pour la CSSCT-C (centrale) ou les CSSCT-E (d'établissement) de l'Établissement français du sang, le secrétaire est désigné, parmi les titulaires, par un vote majoritaire. À la Maif, cette désignation, parmi les titulaires, « s'effectue par **vote** des membres **élus** de la CSSCT, **présents** lors d'une réunion plénière de la commission. En cas d'**égalité** de **voix**, le candidat **le plus âgé** est élu ». Le président de la CSSCT ne participe pas au vote du secrétaire, précise expressément l'accord Micromania. Chez Orano, le secrétaire de la CSSCT-C est le **secrétaire adjoint du CSE central**.

## Un secrétaire adjoint

La désignation d'un secrétaire adjoint est également **prévue** dans certains accords. En plus d'un secrétaire, les CSSCT d'éta-

blissement d'Orano doivent ainsi désigner, parmi ses membres, un secrétaire adjoint. Quant à la CSSCT centrale, elle n'a pas à le faire.

D'autres accords prévoient la désignation d'un secrétaire adjoint de manière **facultative**. La CSSCT de Medline Assembly France « désigne, au cours de la première réunion suivant sa constitution, son secrétaire et, éventuellement son secrétaire adjoint », précise ainsi l'accord.

## Un « coordinateur » ou un « rapporteur »

Une **minorité d'accords** prévoit la désignation d'un « coordinateur », « coordinateur adjoint », « rapporteur », ou encore « rapporteur adjoint ». Au regard de leurs missions (*v. ci-après*), ceux-ci équivalent parfois aux secrétaires et secrétaires adjoints.

Ainsi, l'accord Fnac prévoit que le CSE et le CSE régional (CSER) désignent, parmi les membres de la CSSCT-E, un **coordinateur** et un **coordinateur suppléant**. Air France, où cette désignation s'effectue « à la majorité des membres présents », l'ensemble des coordinateurs des CSSCT-E composeront la CSSCT-C. Le coordinateur de cette dernière est le secrétaire adjoint du CSE-C. En revanche, son coordinateur adjoint est élu par le CSE-C.

La société Framatome désigne, lors de la première réunion, parmi ses membres titulaires ou suppléants du CSE, un **rapporteur**. « Cette désignation intervient par une délibération des membres de la commission adoptée à la majorité des présents. En cas d'égalité, à défaut de disposition contraire du règlement intérieur du CSE et en l'absence d'accord entre les membres du CSE, le candidat le plus âgé est désigné ».

## ► Missions

Chez Micromania, le secrétaire est notamment chargé « d'**élaborer**, conjointement avec le président, l'**ordre du jour** des réunions de la commission CSSCT. Il rédige et transmet les **procès-verbaux** et compte-rendu de la CSSCT ». Les secrétaires des CSSCT-E, indique l'accord de l'Établissement français du sang, « assurent le rôle de secrétaire de séance, et ont également en charge de **restituer** une **synthèse** des **travaux** de leurs commissions **auprès** du CSE ».

Le **rapporteur** des CSSCT-E de Smurfit Kappa France restitue les rapports de la commission en réunion CSE. C'est la raison pour laquelle celui-ci est nécessairement titulaire du CSE. Le rapporteur de la CSSCT de Framatome a également un rôle de restitution des travaux de la commission auprès du CSE. À Air France, le **coordinateur** (ou, en l'absence de celui-ci, un autre membre de la CSSCT) **établit** et adresse un **compte-rendu** aux membres de la CSSCT, à l'ensemble des membres du CSE (titulaires, suppléants, représentants syndicaux). Le compte-rendu est intégré à la BDES.

Le secrétaire de la CSSCT de Mutex, « ou tout membre désigné par lui, est **invité** aux **réunions** du CSE lorsque des sujets concernant les attributions de ladite commission sont inscrits à l'ordre du jour ». Par ailleurs, il est **responsable** du contenu du site **intranet CSSCT**. Seul le secrétaire est habilité à assurer la maintenance de cet espace alloué par la direction. En cas d'absence, il peut néanmoins la déléguer à un autre membre de la commission.

À la Fnac, le coordinateur est chargé d'**organiser** l'**activité** de tous les **représentants du personnel, acteurs** en matière de **santé, sécurité et conditions de travail**. Il assure le lien entre la CSSCT et les représentants de proximité santé, sécurité et conditions de travail (RPSSCT).

Il **rédige** conjointement l'**ordre du jour** des réunions de la CSSCT avec le président de celle-ci en reprenant notamment les points inscrits à l'ordre du jour du CSE/CSER relatifs aux questions de santé, sécurité et conditions de travail, dans la limite des attributions de la CSSCT. En cas d'absence du coordinateur, celui-ci est remplacé par le coordinateur suppléant le temps de son absence.

## RÉUNIONS

Certains accords prévoient des **réunions préparatoires**. Celui de Total précise que « chacune des quatre réunions de la CSSCT-E est précédée d'une réunion préparatoire d'une **demi-journée maximum** (quatre heures) ». La durée maximale de celle-ci est portée à **une journée** (huit heures) pour les CSSCT-E des usines de production et la CSSCT-C. À l'AFP, les réunions préparatoires se tiendront avec la présence exclusive des représentants élus de la CSSCT. L'accord de l'Établissement français du sang prévoit que « chaque membre [de la CSSCT-C] bénéficie d'une **réunion de préparation équivalente** au temps de **réunion** d'une durée au moins égale à une demi-journée ». Ces temps sont considérés et rémunérés comme du temps de travail effectif qui ne s'impute pas sur les heures de délégation.

## ► Fixation d'un nombre de réunions

La plupart des accords précisent expressément que c'est le président de la CSSCT (l'employeur) qui est à l'initiative des réunions.

## Un nombre...

Les CSSCT se réunissent **tous les trimestres**, selon la majorité des accords. Celui de Mutex prévoit que la CSSCT se réunit **tous les deux mois**.

Au GIE PMU, chaque CSSCT se réunit **quatre fois par an** « à l'initiative du président de la CSSCT », les dates étant fixées librement dans l'année par celui-ci. Celle de la société ADS « se réunit **cinq fois** par an lors de réunions ordinaires (trois fois pendant la saison d'hiver et deux fois en intersaison : janvier, mars, juin, septembre, décembre) ». La commission se réunit **six fois par an** à la Fnac et **dix fois par an** à la Maif.

Au sein d'Orano, la **fréquence** des réunions des CSSCT-E **varie selon l'effectif** de l'**établissement** : une fois tous les deux mois pour les établissements de moins de 1 000 salariés, une fois par mois pour les autres. Quant à la CSSCT-C, elle se réunit au minimum deux fois par an.

À Framatome, « la **fréquence** des réunions est **déterminée** dans le cadre du **règlement intérieur** de chaque CSE [d'établissement] en accord avec le président » du comité. À défaut de telles dispositions, prévoit l'accord, « le nombre minimum de réunion annuelle de la CSSCT de Framatome est fixé à quatre ».

## ... pouvant être dépassé

L'accord Bouygues prévoit qu'« en cas de situation exceptionnelle, des réunions extraordinaires peuvent être organisées si nécessaire ». Ce type de réunions peut être organisé à Mediapost à la **demande** du **président** du CSE, de la **majorité** des membres **titulaires** du CSE ou, si elles sont plus favorables, dans les conditions légales. Chez Orano, la CSSCT-C « peut organiser des réunions supplémentaires, selon les sujets soumis au CSE central, par accord entre le secrétaire et le président ou à la demande de la majorité de ses membres ». Quant aux CSSCT-E, elles peuvent tenir, en cas d'urgence, des réunions exceptionnelles sur **accord entre le président et le secrétaire** de la **commission** et/ou le secrétaire du CSE-E.

À la Maif, en plus des dix réunions obligatoires, l'**employeur** peut en organiser **deux supplémentaires pour le suivi** des **dispositions** relatives à la **qualité de vie au travail**. Des réunions extraordinaires peuvent être organisées à l'AFP, à Air France ou encore à PSA Retail :

- en cas d'**accident** ayant entraîné ou ayant pu entraîner des **conséquences graves** ;
- en cas d'**événement grave** lié à l'activité de l'établissement ayant porté atteinte ou ayant pu porter atteinte à la santé publique ou à l'environnement ;
- à la demande de deux membres de la CSSCT. L'accord Air France précise que la demande doit être motivée.

## Des réunions rythmées par celles du CSE

La majorité des accords rythment les réunions des CSSCT avec celles des CSE.

À France Télévisions, les réunions de la CSSCT-C sont « dans la mesure du possible » accolées à celle du CSE-C. La CSSCT-C de Smurfit Kappa se réunit **deux fois par**, « à raison d'une réunion avant le CSE-C du mois de juin, et une réunion avant celui du mois de décembre ». « La commission se réunit également préalablement à une réunion extraordinaire dès lors qu'une information-consultation du CSE-C au titre de ses attributions en matière de santé, sécurité et conditions de travail est rendue nécessaire par les dispositions légales en vigueur ».

À Air France, la CSSCT-E se réunit « **en amont** des **réunions** du CSE-E consacrées, en tout ou partie, aux sujets relatifs à la santé, la sécurité et aux conditions de travail ». Les CSSCT de Naval Group tiennent leur réunion tri-

mestrielle ordinaire « au cours du **mois précédant la réunion** du CSE consacrée à ses attributions en matière de santé, sécurité et conditions de travail ». La CSSCT de Mediapost « se réunit tous les trimestres dans les **15 jours calendaires** qui précèdent la réunion du CSE traitant » de ces sujets. Celle d'Oracle « se réunira au moins quatre fois par an, **chaque semaine précédant** les réunions du CSE portant sur des sujets relatifs à la santé, la sécurité et les conditions de travail des salariés ». À la Fnac, la CSSCT-E se réunit **quatre jours avant** la réunion du CSE ou CSE régional lorsque celles-ci portent sur les attributions de la commission. Pour la CSSCT-C, ce délai est ramené à **deux jours** (avant la réunion du CSE-C). Les CSSCT d'établissement d'IBM se réunissent avant la réunion de la CSSCT-C trimestrielle, la CSSCT centrale à la fin du cycle des réunions des CSSCT locales et avant la réunion plénière du CSE-C du mois concerné. L'accord AFP précise seulement que la **réunion** de la CSSCT se **tient un jour distinct** de celui de la réunion mensuelle du CSE.

### ► Durée et lieu de la réunion

Au sein d'Orano Cycle, « la durée des réunions de la CSSCT **ne saurait**, si possible, **excéder la journée** ». Au GIE PMU, le **président** de la CSSCT **fixe librement** le **lieu** des quatre réunions annuelles prévues par l'accord. Il peut, en dehors ces quatre réunions, sur son initiative, organiser des **visioconférences** ou **réunions téléphoniques**, pour tout sujet d'information qu'il juge utile. À Axa France, les réunions des CSSCT-E et de la CSSCT-C se tiennent au **siège** de l'**entreprise**. Cependant, prévoit l'accord, les **CSSCT** « peuvent recourir à la visioconférence lors de leurs réunions afin d'éviter aux intervenants de la direction comme aux représentants concernés de se déplacer sur le lieu où se tient la réunion de la commission. Tout ou partie de la réunion ou tout ou partie des personnes appelées à y participer pourront le faire en visioconférence à partir d'un site Axa équipé des moyens techniques nécessaires ». À Air France, les CSSCT peuvent, sous réserve de l'accord du président et du coordinateur, recourir à la visioconférence.

### ► Personnes assistant aux réunions

#### Le président de la CSSCT assisté par des collaborateurs

La majorité des accords rappelle la règle selon laquelle le président peut se faire assister par des collaborateurs appartenant à l'entreprise et choisis en dehors du comité. Ensemble, ils ne peuvent être en nombre supérieur à celui des représentants du personnel titulaires (*C. trav., art. L. 2315-39, al. 5, disposition d'ordre public*). Dans la plupart des cas, les accords **ne chiffrent pas** le **nombre** de collaborateurs pouvant assister l'employeur : – soit ils se contentent de **renvoyer** aux **dispositions légales**. L'accord GIE PMU indique que l'employeur ou son représentant est « assisté éventuellement de collaborateurs de l'entreprise, dont le nombre maximum est fixé par la législation ». Celui d'Axa France précise que « l'employeur ou son représentant peut être assisté dans les conditions prévues par la loi » ; – soit les accords, comme ceux de Mediapost et de l'AFP, précisent que « la direction peut être accompagnée de tout **responsable en charge** d'un **sujet** inscrit à l'**ordre du jour** ».

L'accord d'IBM, qui ne chiffre par le nombre de collaborateurs pour les CSSCT-E, prévoit **deux collaborateurs** pour son CSSCT-C. Ce chiffre, deux, est repris dans de nombreux accords, notamment ceux de l'AFP, Fnac et Bouygues.

#### Médecin du travail, agents de contrôle, etc.

L'accord Mutex rappelle la règle légale de l'article L. 2314-3 du Code du travail selon laquelle :

– assiste, avec voix consultative aux réunions de la commission santé, sécurité et conditions de travail, le **médecin du travail**, qui peut donner délégation à un membre de l'équipe pluridisciplinaire du service de santé au travail ayant compétence en matière de santé au travail ou de conditions de travail (*C. trav., art. L. 2314-3, I*) ;  
– et sont invités aux réunions de la ou les CSSCT l'agent de contrôle de l'**inspection du travail** et les **agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale** (*C. trav., art. L. 2314-3, II*).

L'accord Norauto et celui de Canon prévoient expressément que ces agents ainsi que le chef de service sécurité ont voix consultative.

L'article L. 2314-3, I du Code du travail prévoit également que le **responsable interne** du **service de sécurité** et des conditions de travail (ou, à défaut, l'agent chargé de la sécurité et des conditions de travail) assiste avec voix consultative aux réunions. L'accord Orano Cycle y fait référence (« le responsable sécurité de l'établissement »), en ajoutant d'autres personnes : « le responsable **protection physique** de l'établissement (selon les sujets de l'ordre du jour) », « le cas échéant, le **responsable** de la **protection** contre les **rayonnements** » et « le représentant de l'ASN ou de la DREAL, le cas échéant ». En accord avec le président, la CSSCT peut même faire appel à titre consultatif et occasionnel, au concours de toute personne de l'établissement qu'elle juge qualifiée en raison de ses compétences et en fonction de l'ordre du jour. L'accord de la société ADS prévoit qu'« en fonction des besoins, des personnes de l'entreprise pourront être invitées à participer aux réunions, sur des sujets particuliers pour lesquels leur expertise sera jugée nécessaire ».

#### Les représentants syndicaux

À la Maif, **chaque organisation syndicale représentative** peut **désigner**, parmi les salariés Maif et FILIA Maif, un **représentant** qui peut siéger au sein de la commission, pour la durée du mandat.

À l'AFP, chaque **représentant syndical au CSE** peut assister à la réunion de la CSSCT.

#### Des témoins de filière

À la Maif, chaque filière métier peut inviter **deux témoins de filière** qui peuvent siéger aux réunions de la CSSCT en particulier à l'occasion d'examen de sujets relevant de leur filière.

### ► Ordre du jour

Chez Axa France, l'ordre du jour de chaque réunion de la CSSCT est « **établi par le président après un échange** avec le **secrétaire du CSE** » (secrétaire adjoint du CSE-C pour la CSSCT-C) « et en prenant en compte à la fois les propositions du président et du secrétaire du CSE » (secrétaire adjoint du CSE-C pour la CSSCT-C). Chez Orano, il est établi **conjointement** par le **secrétaire** et le **président** de la **CSSCT** et arrêté par ce dernier. À l'AFP, l'ordre du jour des réunions est arrêté conjointement par le président et le secrétaire du CSE **qui peut déléguer** cette prérogative au **secrétaire** de la **CSSCT**. Quant au GIE PMU, le **président** « convoque les membres de la CSSCT, dont les personnalités extérieures conformément à la législation et **fixe les sujets à aborder**, au moins sept jours calendaires avant la réunion », ce délai pouvant à titre dérogatoire être ramené à trois jours. Tout membre de la commission peut proposer au président de la CSSCT des sujets.

## ► Convocation

À Axa France, la convocation à chaque réunion accompagnée de l'ordre du jour est **transmise par mail** par le président aux membres de la CSSCT au moins **trois jours ouvrés avant la réunion**. La direction de l'AFP «procède à la convocation des membres de la CSSCT par courrier électronique et adresse l'ordre du jour **cinq jours ouvrés avant la réunion**». Air France prévoit le même délai. À Orano, la direction envoie la convocation et l'ordre du jour aux représentants du personnel de la CSSCT des CSE d'établissement dans un délai minimum de **cinq jours calendaires** avant la réunion. L'accord Medline prévoit, quant à lui, une convocation papier.

## ► Procès-verbal, compte-rendu

À l'AFP, «le procès-verbal de chaque réunion est **établi** par le **secrétaire** de la commission. Le procès-verbal est **transmis pour validation** aux membres de la direction et aux intervenants avant son **approbation** lors d'une **séance ultérieure**. Une fois approuvé, le secrétaire transmet le procès-verbal à la direction pour classement dans la **BDES**, le diffuse à tous les membres du comité social et économique et le met en ligne sur le site **intranet** de l'AFP». L'accord Micromania prévoit une procédure similaire: rédigé par le secrétaire, le procès-verbal est transmis au président et aux autres membres de la commission «avant la réunion suivante afin qu'ils puissent formuler leurs observations. Le procès-verbal est ensuite approuvé en réunion de la commission lors d'un vote. Un exemplaire de ce PV sera transmis au CSE et un autre **conservé** dans les **archives** de la **commission**».

Chez Orano, à l'issue de chaque réunion, le **secrétaire en lien avec le président** (ou son représentant) «**établit un compte-rendu** et un tableau de suivi des **actions décidées** au cours de la réunion». Ce tableau, dont l'accord fournit un modèle, mentionne la nature des actions, leurs objectifs, leur délai de réalisation et la personne en charge. Le **secrétaire** de la CSSCT **transmet** ce compte-rendu au **président** et aux membres du **CSE** au moins sept jours avant la réunion du CSE d'établissement.

À Mediapost, les comptes-rendus des réunions sont réalisés par la direction ou le secrétaire de la CSSCT, des corrections pouvant être apportées par les membres de la CSSCT. Il appartient au **règlement intérieur du CSE** d'**identifier le rédacteur** et de **prévoir les modalités de diffusion** de ces comptes-rendus.

À Axa France, «le **président** ou toute personne qu'il se substitue établit et adresse aux membres de la CSSCT, dans les **meilleurs délais**, un **compte-rendu**. Chaque membre peut lui transmettre dans les **cinq jours** au plus suivant la réception du compte-rendu ses **observations**. Au vu de l'ensemble desdites observations, le président établit un **compte-rendu définitif**. Ces délais sont adaptés le cas échéant aux échéances s'imposant au CSE».

Chez Canon, après chaque réunion de commission du CSE un compte-rendu est **réalisé par le président** de la commission et **soumis** aux membres de la **commission** avant d'être **adressé** aux membres du **comité**. Une synthèse de ce compte-rendu sera présentée ultérieurement au CSE. Sur les **sujets amenant des avis** qui doivent être **rendus par le CSE**, suite à des travaux préparatoires réalisés en commission, il est prévu que le président de la commission concernée adresse le compte-rendu de la commission concernée à l'ensemble des membres du CSE, au moins **trois jours ouvrés avant la réunion** du CSE.

Chez Oracle, l'accord est plus succinct: à l'issue des réunions, la commission communique «aux autres membres du CSE ses conclusions, avis et recommandations».

# 2 Moyens alloués

## HEURES DE DÉLÉGATION

À Orano, les moyens accordés par l'accord (notamment, les crédits d'heures des membres de la CSSCT) «sont subordonnés à une délégation significative de missions par le CSE d'établissement. À défaut, ces moyens pourraient être adaptés par accord d'établissement. À défaut d'un tel accord, ces moyens sont régis par les dispositions légales».

## ► Un crédit individuel ou global

### Un crédit individuel

#### Accordé aux membres élus du CSE...

Certains accords ne confèrent aucun crédit d'heures spécifique pour les membres des CSSCT. «Les membres de la commission **utilisent** le **crédit d'heures** dont ils disposent **en leur qualité** de membres de **délégation** du personnel du **CSE**», prévoit l'accord Medline Assembly France tout en ajoutant que: «le temps passé en réunion de la commission n'est pas déduit des heures de délégation prévues pour les membres titulaires de la délégation du personnel du CSE». «Le **temps de trajet** pour assister aux réunions n'est **pas décompté** du crédit d'**heures de délégation**», prévoit également l'accord AFP (*v. ci-après «Décompte des heures»*). L'accord PSA Automobile n'attribue un **crédit** de deux heures par mois qu'aux «membres des CSE membres de la CSSCT des établissements disposant de **plusieurs CSSCT**. Ces heures sont attribuées par CSSCT».

La plupart des accords accordent un crédit d'heures spécifique (*v. ci-après «Crédit en heures en jours mensuel, trimestriel ou annuel»*): à titre d'exemple, chez Girard Agediss, les membres de la CSSCT se voient accorder tous les mois cinq heures de délégation (appelés «heures complémentaires»), en plus des heures de délégation octroyées éventuellement dans le cadre de leur mandat au CSE. Chaque membre des CSSCT-E de Smurfit Kappa bénéficie de 12 heures de délégation par trimestre pour exercer ses prérogatives et notamment les inspections annuelles. Chez Mutex, le **nombre** d'heures de délégation accordés aux membres de la commission **varie** selon qu'ils soient **titulaires** au CSE (cinq heures par mois) **ou suppléants** (dix heures par mois).

#### ... aux non élus...

À Bouygues Telecom, les membres **non élus** des CSSCT-E bénéficient d'un crédit de **dix heures** de délégation **mensuel**. Ce crédit peut être **reporté d'un mois sur l'autre** dans la **limite de cinq heures** sur une période de **12 mois glissants**. Il ne peut faire l'objet d'une mutualisation. Chez Mediapost, le **représentant** des salariés reconnus **travailleurs handicapés** dispose d'un crédit d'heures de délégation de **15 heures par mois** afin de lui permettre d'aller à la rencontre des salariés.

#### ... au président...

L'accord de Norauto prévoit que le **président** de la commission dispose de **35 heures** de délégation supplémentaires. Ces crédits d'heures, y compris les heures supplémentaires du président, ne sont **pas mutualisables**. Ils seront **proratisés** en cas de **désignation en cours d'année** en fonction du nombre de mois restant à courir.



### ... aux secrétaires (ou rapporteurs)...

Le rapporteur des CSSCT-E de Smurfit Kappa bénéficie de **trois heures supplémentaires par réunion** de la CSSCT afin d'assumer sa mission de restitution écrite des travaux de la commission à l'attention du CSE. À l'AFP, le **secrétaire** de la CSSCT bénéficie d'un **crédit** d'heures de délégation **mensuel** complémentaire de **15 heures** pendant toute la durée de son mandat. Ce crédit d'heures mensuel spécifique ne peut pas faire l'objet d'une annualisation ou d'une mutualisation des dites heures. « La charge de travail du secrétaire sera adaptée en tant que de besoin », ajoute l'accord.

Le secrétaire des CSSCT-E d'Orano Cycle dispose d'un crédit d'heures mensuel complémentaire entre 30 et 60 heures, en fonction de l'effectif de l'établissement. Quant au **rapporteur** des CSSCT de Total, en plus de ses crédits de membres titulaires du CSE et de membre de la CSSCT, celui-ci bénéficie d'un **crédit** d'heures mensuel égal à :

- **1 fois** son **crédit** de membre **titulaire CSE** pour les usines de production ;
- **0,25 fois** ce crédit pour les autres établissements.

### ... aux représentants des salariés

À Total, le **représentant syndical** bénéficie au titre de la CSSCT-E des usines de production de **huit heures** supplémentaires par mois, quatre heures pour les autres établissements. À la Maif, le **représentant**, que **chaque organisation syndicale représentative** peut **désigner** parmi les salariés Maif et FILIA Maif, dispose d'un crédit d'heures individuel mensuel de 20 heures.

### Un crédit global

L'accord de France Télévisions **alloue** « forfaitairement à l'**ensemble** des **membres** des **commissions** du CSE central [dont la CSSCT-C] un **crédit global** de **1 442 heures par an** ». « Afin de pouvoir procéder au détachement des membres des commissions, le secrétaire du CSE-C communique à la fin de chaque trimestre un état actualisé de la consommation des crédits d'heures à la direction du dialogue social ». L'accord confère également à chaque CSE-E au profit de l'ensemble de ses commissions un crédit global annuel « fixé en fonction des effectifs de l'établissement et tenant compte de la gestion des unités de restauration ». Son volume varie entre 252 heures (établissement inférieur à 500 salariés) et 1 008 heures (établissements d'au moins 2 000 salariés). Chaque CSE communique, à la fin de chaque trimestre, à la direction, la liste des commissions entre lesquelles ce crédit a été réparti, avec l'indication du temps accordé, d'une part, pour chacune d'elles et, d'autre part, pour chacun des membres, sous réserve du respect des dispositions légales d'ordre public.

### ► Crédit en heures ou en jours mensuel, trimestriel ou annuel

La majorité des accords collectifs accorde un crédit mensuel. Chaque **membre** de la **CSSCT** de Norauto dispose ainsi d'un volume de **30 heures** de délégation **par mois**, celui d'Axa France et d'Oracle **dix heures** et celui de la société ADS de **huit heures**. Le crédit de 20 heures accordé à chaque membre des CSSCT-E d'IBM « peut être **dépassé** en cas de **circonstances exceptionnelles** (accident, mesure collective, etc.) », prévoit l'accord. D'autres textes, comme celui de Canon, prévoient des crédits d'heures trimestriels, de **quatre heures**. Quant à l'accord PSA Retail France, il accorde un **crédit** d'heures **annuel** à **chacun** des membres des CSSCT-E, de **98 heures**. Au GIE PMU, chaque membre des CSSCT bénéficie d'un crédit d'heures de délégation de **deux jours par mois**.

À Total, le crédit d'heures mensuel peut varier selon l'activité des établissements. Pour les usines de production, les **heures** de délégation attribuées chaque mois aux membres des CSSCT **varient selon l'effectif** de l'établissement entre deux (de 0 à 49 salariés) et 26 heures (plus de 2 500 salariés). Pour les autres établissements, chacun des membres des CSSCT se voit conférer un crédit mensuel de quatre heures. Les membres des CSSCT des établissements d'Orano Cycle disposent d'un crédit d'heures mensuel personnel non mutualisable entre six heures et 14 heures selon l'effectif de l'établissement.

### ► Des crédits dédiés à certaines missions

L'accord PSA Automobile attribue un crédit supplémentaire de **cinq heures** par mois aux membres désignés parmi les élus de la CSSCT pour participer à l'**établissement** des **plans** de **prévention d'ouvertures de chantiers**. À Total, pour les usines de production, « pendant les grands arrêts, un **crédit d'heures spécifique** de 32 heures par tranche de 50 000 heures de travaux est attribué aux membres de la CSSCT. Le règlement intérieur du CSE détermine les modalités selon lesquelles le rapporteur répartit ce crédit d'heures spécifique ». Chez Mediapost, les membres la CSSCT disposent d'un **contingent d'heures spécifique global** (80 heures par an) pour le temps passé en **inspection**, n'incluant pas le temps de déplacement (assimilé à du temps de travail effectif, *v. ci-après*).

### ► Heures pas forcément mutualisables et annualisables

L'accord Micromania accorde à chaque membre sept **heures** de délégation par mois qui ne sont **pas** « **mutualisables entre les membres** de la **commission** » et « qui ne peuvent pas faire l'objet d'un report ». Celui de GIE PMU attribue un crédit mensuel de deux jours par mois « sans possibilité de report d'un mois sur l'autre ou de mutualisation avec d'autres **membres du CSE** ». Les **98 heures de crédit annuel**, dont dispose **chacun** des membres des CSSCT-E de PSA Retail France, « ne sont **ni reportables** d'une année sur l'autre, **ni mutualisables** avec un autre représentant du personnel. En cas de désignation en cours d'année, le crédit d'heures est proratisé en fonction du nombre de mois restant à courir sur l'année ».

Les membres de la CSSCT de Girard Agediss peuvent **mutualiser** leurs **heures** complémentaires (*v. ci-avant*) « uniquement avec d'autres **membres** de la **commission** ou un **représentant de proximité** afin », précise l'accord, « de leur permettre de promouvoir dans le site la santé et la sécurité au travail ». Les titulaires du CSE peuvent aussi mutualiser leurs heures mensuelles de délégation avec les membres du CSSCT afin de leur permettre de réaliser leurs missions. Les heures complémentaires des membres du CSSCT non utilisées à la fin du mois ne peuvent, en revanche, être **reportées**.

L'accord Naval Group prévoit l'annualisation et la mutualisation des heures de délégation (dix heures par mois) des membres des CSSCT entre eux, « **sans toutefois** qu'un **membre** ne puisse **disposer dans le mois** de **plus d'une fois et demie** du **crédit** qui lui est **attribué** (soit 15 heures sur le mois) ».

### ► Décompte des heures

Au GIE PMU, le temps passé aux **réunions** CSSCT sur convocation de l'employeur est considéré comme **temps de travail effectif**, sur la base de stricte durée de la réu-

nion. Il ne s'impute pas sur les heures de délégation. L'accord d'Orano Cycle prévoit que le temps passé aux réunions de la CSSCT-E n'est imputé sur aucun crédit d'heures. Il en est de même du temps passé :

- aux **visites/inspections** d'installation **dans la limite de quatre heures par visite et par mois** ;
- à la recherche de mesures préventives dans toute situation d'urgence et de gravité ;
- aux enquêtes menées après un accident de travail grave ou des incidents répétés ayant révélé un risque grave ou une maladie professionnelle ou à caractère professionnel grave ;
- aux formations.

Selon l'accord d'IBM, « les **temps de déplacement inter-sites** tels que défini dans l'accord pour les visites de sites trimestrielles ne sont pas décomptés du crédit d'heures alloué aux membres de la CSSCT ».

Chez Mediapost, le temps de déplacement pour se rendre aux **inspections** est considéré comme du temps de travail effectif ; il fait l'objet d'un **auto-déclaratif**. Afin de vérifier les écarts de temps éventuels, le temps déclaré est comparé à celui calculé de manière théorique à partir d'un distancier (type Mappy ou Viamichelin). Néanmoins, les aléas sont pris en compte s'ils sont expliqués et justifiés quand cela est possible. Ces temps sont décomptés du contingent d'heures sur présentation d'un bon de visite visé par le manager local : trois heures pour une demi-journée et six heures pour une journée complète pour chacun des participants à l'inspection. Pour la réalisation des inspections, un délai de prévenance est observé, de préférence huit jours avant l'inspection et au plus tard un jour à l'avance. Lorsque le contingent prévu ci-dessus est épuisé, le temps consacré aux inspections et aux déplacements afférents s'impute sur le crédit d'heures détenu au titre du mandat CSE. Chaque inspection fait l'objet d'une restitution (« Diagnostic CSSCT ») transmis au secrétaire et au président de la CSSCT.

### ▣ Les bons de délégation

L'entreprise Bouygues Telecom a mis en place, par accord, le système des **bons de délégation** « afin de permettre au responsable de service d'organiser l'activité de son service, de pallier les absences et de faciliter les déplacements des élus ». Ces bons sont établis par l'ensemble des représentants du personnel qui s'absentent dans le cadre de leur mandat avec un **délai de prévenance** de 48 heures (sauf en cas d'urgence) et de **huit jours** en cas d'**annualisation** ou de **mutualisation**. « Préalablement à l'absence, le collaborateur remet ce bon à son responsable hiérarchique qui le vise à son retour, et ce, sans constituer pour autant une demande d'autorisation préalable. Pour les représentants en forfait-jours, le barème de conversion retenu est : une demi-journée correspond à quatre heures de délégation et une journée à huit heures. La direction étudie la possibilité de mettre en place un bon de délégation dématérialisé. Elle organisera une réunion avec les DSC de l'entreprise pour échanger sur le cahier des charges de cet outil ».

## LIBERTÉ DE CIRCULATION

L'accord de l'AFP prévoit expressément que « pour l'exercice de leur mission, les membres de la CSST peuvent, durant leurs heures de délégation, **se déplacer hors de l'AFP**. Ils peuvent également se déplacer librement **au sein** de l'AFP sous réserve de ne **pas** apporter

de **gêne** importante à l'accomplissement du travail des salariés ». Chaque membre de la CSSCT d'IBM a accès à tous les sites et lieux couverts par sa commission.

## LOCAL ET MATÉRIEL

Les membres de la CSCCT de Micromania « **partagent** les **locaux** situés à Bonneuil et Sophia **avec** les membres du **CSE**. La CSSCT dispose, sur demande de la majorité de ses membres, dans ce local, d'une **armoire fermée** ». L'accord Orano prévoit qu'« **en fonction des besoins**, des **moyens** particuliers (locaux, moyens administratifs et logistiques notamment) **pourront être négociés** par accord d'établissement, en tenant compte des accords, usages et engagements unilatéraux en vigueur ».

L'accord Naval Group accorde un **téléphone portable** à chaque membre de la CSSCT-E « dès lorsqu'il n'en dispose pas au titre d'un autre mandat ou au titre de son activité professionnelle ». Les CSSCT-E et la CSSCT-C ont « accès à une **documentation** en matière de santé et sécurité au travail. Le contenu de cette documentation est fixé par le président de la commission après concertation avec les membres de la commission ».

## REMBOURSEMENT DE FRAIS

L'accord AFP prévoit que l'employeur prend en charge les **frais de déplacement** engagés par le membre de la CSSCT pour se rendre aux réunions organisées par l'employeur. L'intéressé **doit communiquer** les **justificatifs** nécessaires à la prise en charge des frais de déplacement à la comptabilité selon les règles internes applicables.

Au PMU, les membres de la CSSCT peuvent, sur justificatifs et selon le régime des frais professionnels, se faire rembourser :

- une **nuit d'hôtel** au maximum lors le temps de transport entre le domicile et le lieu de la réunion (aller/retour) est compris entre deux et quatre heures ;
  - deux nuits lors ce temps est supérieur à quatre heures.
- La direction de Mutex prendra à sa charge le **coût** d'un **abonnement** à une **revue** consacrée à la CSSCT. Cet abonnement est mis à disposition des membres du comité. Mutex prendra à sa charge les frais générés par l'**organisme** qui **aide** à la **préparation des PV**. Le budget alloué doit faire l'objet d'un accord de l'entreprise. En cas de désaccord, le complément éventuel sera pris en charge par le comité social et économique.

L'accord Fnac prévoit que « les déplacements des membres de la CSSCT pour se rendre en réunion ou sur un site doivent se faire en conformité avec la politique voyage du groupe. Si le temps de trajet dépasse le temps normal de trajet entre le lieu de domicile et le lieu habituel de travail, ce dépassement est considéré comme du travail effectif. Le salarié a le choix entre le paiement de cette période ou une contrepartie en repos ».

## INTRANET CSSCT

La CSSCT de Mutex dispose d'un **intranet** qui devrait être imbriqué dans le futur site du CSE. Seul le secrétaire est **habilité** à assurer la maintenance de cet espace alloué par la direction. En cas d'absence, il peut néanmoins la déléguer à un autre membre de la commission. Le contenu du site est sous la responsabilité du secrétaire.

## ACCÈS À LA BDES

Pour mener leurs missions, tous les membres de la CSSCT ont accès à la **BDES** de l'établissement, prévoyant l'accord Renault. L'accord Micromania rappelle que les membres de la délégation de la CSSCT sont tenus à une obligation de **discretion** à l'égard des informations revêtant un caractère confidentiel et présentées comme telles par l'employeur dont ils pourraient avoir connaissance.

## 3 Formation

La majorité des accords rappelle la règle d'ordre public selon laquelle les membres de la CSSCT bénéficient de la **formation** nécessaire à l'exercice de leurs missions en matière de **santé**, de **sécurité** et de **conditions de travail** pris en charge par l'employeur d'une durée minimale de (*C. trav., art. L. 2315-18 et L. 2315-40 d'ordre public*):

- **cinq jours** dans les entreprises d'**au moins 300 salariés**;
- **trois jours** dans les **autres**.

Ainsi, chaque membre de la CSSCT de l'AFP « bénéficie des actions de formations nécessaires au plein exercice de ses attributions » dans les conditions fixées par le Code du travail. Ceux du GIE PMU bénéficient de la formation spécifique prévue par la législation.

La formation des membres de la commission d'Oracle France s'effectuera sur une période de **cinq jours consécutifs** et sera organisée **au plus tard dans les trois mois**

**suivant la mise en place du CSE**. Chez Orano, étant désignés parmi les membres des CSE-E, les membres élus des CSSCT-E suivent à ce titre, dans les conditions légales, d'une formation dans le domaine de la santé, sécurité et conditions de travail. Ils bénéficient aussi, « en considération des risques propres à chaque établissement », « d'une **formation interne de un à trois jours**. Le programme est arrêté par le CSE sur proposition de l'entreprise après avis de la CSSCT. L'entreprise prend en charge le coût de ces formations et les frais associés dans le cadre des règles applicables dans l'entreprise ».

En complément de la formation prévue à l'article L. 2315-18 du Code du travail, l'accord Naval Group prévoit que les membres des CSSCT-E et ceux de la CSSCT-C « peuvent bénéficier **une fois par an** d'une **formation spécifique** prise en charge par l'employeur correspondant aux risques ou facteurs de risques particuliers en rapport avec l'activité de l'établissement » pour les CSSCT-E ou « de l'entreprise » pour la CSSCT-C. Pour les membres de la CSSCT-E, la formation est de « **trois jours maximum** ».

À la Maif, la **formation** de cinq jours est **organisée en concertation avec le secrétaire du CSE et le secrétaire de la CSSCT**. La mutuelle peut, en concertation avec le secrétaire de la CSSCT, proposer une formation complémentaire.

Chez Mediapost, la formation légale est complétée par les modules suivants, organisés et financés par l'entreprise : analyse de l'arbre des causes, diagnostic CSSCT et les basiques de l'outil MEDIAPREV (DUER).

### POUR EN SAVOIR PLUS SUR LES ACCORDS CITÉS

- Accord ADS du 12 juillet 2018
- Accord AFP du 6 juillet 2018 : v. l'actualité n° 17642 du 3 septembre 2018
- Accord Air France du 12 novembre 2018 : v. l'actualité n° 17697 du 21 novembre 2018
- Accord Axa France du 14 juin 2018 : v. l'actualité n° 17598 du 26 juin 2018
- Accord Bouygues Telecom du 27 mars 2018 : v. l'actualité n° 17580 du 31 mai 2018
- Accord Canon du 30 avril 2018 : v. l'actualité n° 17600 du 28 juin 2018
- Accord Établissement français du sang du 31 juillet 2018 : v. l'actualité n° 17653 du 18 septembre 2018
- Accord Fnac du 18 septembre 2018 : v. l'actualité n° 17656 du 21 septembre 2018
- Accord Framatome du 27 septembre 2018 : v. l'actualité n° 17690 du 12 novembre 2018
- Accord France Télévisions : v. l'actualité n° 17592 du 18 juin 2018
- Accord Girard Agediss du 30 avril 2018 : v. l'actualité n° 17610 du 12 juillet 2018
- Accord IBM du 8 juin 2018 : v. l'actualité n° 17632 du 17 août 2018
- Accord Maif du 30 avril 2018 : v. l'actualité n° 17583 du 5 juin 2018
- Accord Mediapost du 26 avril 2018 : v. l'actualité n° 17637 du 27 août 2018
- Accord Medline Assembly du 27 avril 2018
- Accord Micromania du 12 juillet 2018 : v. l'actualité n° 17655 du 20 septembre 2018
- Accord Mutex du 21 février 2018 : v. l'actualité n° 17568 du 14 mai 2018
- Accord Naval Group du 4 juillet 2018 : v. l'actualité n° 17618 du 24 juillet 2018
- Accord Norauto du 24 juillet 2018 : v. l'actualité n° 17639 du 29 août 2018
- Accord Oracle du 13 février 2018 : v. l'actualité n° 17574 du 23 mai 2018
- Accord Orano du 10 juillet 2018 : v. l'actualité n° 17677 du 22 octobre 2018
- Accord PMU du 1<sup>er</sup> avril 2018 : v. l'actualité n° 17561 du 27 avril 2018
- Accord PSA Automobiles du 13 avril 2018 : v. l'actualité n° 17567 du 9 mai 2018
- Accord PSA Retail du 9 mars 2018 : v. l'actualité n° 17531 du 15 mars 2018
- Accord Renault du 17 juillet 2018 : v. l'actualité n° 17620 du 26 juillet 2018
- Accord Smurfit Kappa France du 26 octobre 2018 : v. l'actualité n° 17736 du 18 janvier 2019
- Accord Total du 13 juillet 2018 : v. l'actualité n° 17616 du 20 juillet 2018